

PREFET DU CALVADOS

Direction départementale de la  
protection des populations du  
Calvados

Service protection sanitaire et  
Environnement

Dossier suivi par :  
Nadège GRUDET

Code dossier : E14370168  
Réf. 2017 2071



**ARRETE PREFECTORAL COMPLÉMENTAIRE NUMERO DDPP-2017- 80 DU 08 JUIN 2017**  
**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉLEVAGE DE 809 VEAUX DE BOUCHERIE AU LIEU-DIT**  
**« LE PLANITRE » A LE MOLAY LITTRY ET A EPANDRE LES EFFLUENTS D'ELEVAGE SUR UNE**  
**SURFACE EPANDABLE MAXIMALE DE 106 HA REPARTIE SUR LES COMMUNES DE LE MOLAY**  
**LITTRY, BERNESQ, RUBERCY, SAON et TREVIERES.**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le livre V du code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> parties législative et réglementaire,

**VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 constituant la partie législative du code de l'environnement, notamment les livres II et V,

**VU** le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code,

**VU** le décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L.514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement,

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

**VU** l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014 relatif au programme d'actions régional à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations présenté devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 25 avril 2017,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 septembre 1974 modifié le 6 août 2002 autorisant monsieur Yves LIMOUSIN et monsieur Stéphane ROUSSEL, constituant la SCEA le Planitre , à exploiter un élevage de 800 veaux de boucherie au lieu-dit « le Planitre » à LE MOLAY LITTRY,

**VU** que, depuis 2008, la SCEA le Planitre sise « le Planitre » à LE MOLAY LITTRY est constituée de madame Sophie ROUSSEL et de monsieur Stéphane ROUSSEL,

**VU** la demande d'extension du plan d'épandage et d'augmentation d'effectif des veaux de boucherie déposée le 24 novembre 2015 et complétée le 20 juillet 2016 par la SCEA le Planitre,

**VU** que la demande consiste à augmenter de manière non significative les effectifs de 9 veaux de boucherie sur un seul site d'exploitation existant sis « le Planitre » à LE MOLAY LITTRY et à augmenter la surface d'épandage valorisant les effluents des animaux à 106 ha sur les communes de LE MOLAY LITTRY, BERNESQ, RUBERCY, SAON et TREVIERES,

**VU** que le projet de la SCEA Le Planitre portant les effectifs de 800 à 809 veaux de boucherie sis « le Planitre » à LE MOLAY LITTRY est soumis au régime de l'autorisation (rubrique 2101-1-a de la nomenclature : Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement, effectif supérieur à 800),

**VU** que les parcelles proposées sur les communes de LE MOLAY LITTRY, BERNESQ, RUBERCY, SAON et TREVIERES ont fait l'objet d'une étude d'aptitude à l'épandage par étude agro-pédologique,

**VU** que, compte tenu des modifications notables mais non substantielles du projet (augmentation de l'effectif de veaux de 9 animaux sans modification des bâtiments et des annexes d'élevage et modification du plan d'épandage) par rapport à l'autorisation initiale relative à l'exploitation d'un élevage de veaux de boucherie, les changements découlant de l'activité ne nécessitent pas l'instruction d'une nouvelle demande d'autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement mais la prise d'un arrêté complémentaire sur proposition des installations classées en application de l'article R512-31 du code de l'environnement (partie réglementaire),

**VU** les plans et les documents annexés à la demande,

**VU** les avis émis par les administrations consultées :

- l'Agence Régionale de la Santé de Normandie, le 31 janvier 2017,
- les Services Départementaux d'Incendie et de Secours, le 23 août 2016,
- la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, le 31 août 2016 et le 23 mars 2017,

La Direction Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement de Normandie, consultée n'a pas émis d'avis.

**VU** les délibérations des conseils municipaux de :

- LE MOLAY LITTRY, le 30 septembre 2016, avis favorable
- SAON, le 23 septembre 2016, avis favorable
- TREVIERES, le 4 octobre 2016, avis favorable

Les communes de RUBERCY et BERNIERS consultées n'ont pas émis d'avis.

**CONSIDERANT** que la SCEA Le Planitre est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 12 septembre 1974 modifié le 6 août 2002 à exploiter un élevage de 800 veaux de boucherie au lieu-dit « le Planitre » à LE MOLAY LITTRY,

**CONSIDERANT** que la demande de la SCEA Le Planitre, constituée de madame Sophie ROUSSEL et monsieur Stéphane ROUSSEL, d'exploiter un élevage de 809 veaux de boucherie s'accompagnant d'une extension de plan d'épandage, ne modifie pas de manière substantielle les règles d'aménagement et d'exploitation du site,

**CONSIDERANT** que les ouvrages de stockage sont suffisants pour stocker les effluents pendant les minimums réglementaires,

**CONSIDERANT** que le plan d'épandage est suffisant pour valoriser les effluents produits par l'ensemble des installations d'élevage,

**CONSIDERANT** que tous les bâtiments et annexes d'élevage sont situées à plus de 100 mètres du tiers le plus proche et à plus de 35 mètres du point d'eau le plus proche,

**CONSIDERANT**, d'une part, que les aménagements existants des installations d'élevage et, d'autre part, les prescriptions imposées aux exploitants, relatives aux épandages des effluents issus de l'élevage, sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines,

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions de l'article R512-26 du code de l'environnement,

- **SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Calvados,

# ARRETE

**Article 1 : Les articles 1 à 35 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2002 sont annulés et remplacés par les articles ci-après :**

## **Article 2: PORTEE DE L'AUTORISATION ET BENEFICIAIRE**

### **Article 2.1:** Exploitants titulaires de l'autorisation

La SCEA le Planitre, représentée par madame Sophie ROUSSEL et monsieur Stéphane ROUSSEL, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 en vigueur relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, de celles de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au programme d'action à mettre en œuvre en Normandie et des arrêtés ministériels en vigueur relatifs au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole et des dispositions ci-après du présent arrêté, est autorisée à exploiter un élevage de veaux de boucherie soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au lieu-dit «Le Planitre» à LE MOLAY LITTRY.

Les effectifs de veaux de boucherie autorisés présents simultanément, au maximum, sont de 809 au lieu-dit «le Planitre» à LE MOLAY LITTRY.

### **Article 2.2:** Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'exploitation est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement en application de la rubrique suivante de la nomenclature :

2101-1-a : Elevage de veaux de boucherie et/ou de bovins à l'engraissement ; transit et vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24h, à l'exclusion des rassemblements occasionnels : plus de 800 animaux (régime de l'autorisation).

### **Article 2.3:** Situation des installations

Les installations de l'élevage (bâtiments et annexes) sont situées sur les parcelles section I n°38-39-40-47-34-35 sises «le Planitre» à LE MOLAY LITTRY.

## **GENERALITES**

**Article 3 :** Les exploitants devront toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et être en mesure de le présenter à toute réquisition.

**Article 4 :** Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

**Article 5 :** La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## REGLES D'AMENAGEMENT

**Article 6 :** Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par l'exploitant.

**Article 7 :** Les constructions de l'exploitation sises «le Planitre » permettent le logement et l'élevage des animaux (veaux de boucherie), ainsi que la conduite de l'élevage, conformément au plan joint en annexe 1 du présent arrêté.

L'élevage est réalisé dans quatre bâtiments d'engraissement fermés de 360 places, 240 places, 125 places et 70 places sur caillebotis (1,72 m<sup>2</sup> par animal); le site dispose d'une infirmerie de 14 places où les animaux sont entretenus sur litière intégrale. La conduite d'élevage en bandes est identique dans l'ensemble des bâtiments existants: les veaux arrivent à l'âge de 15 jours (entre 40 et 50 kg) et sont engraisés pendant 160 jours (environ 280 kg). Les bâtiments vides sont lavés à haute pression puis désinfectés ; un vide sanitaire est appliqué pendant 20 jours avant la mise en place d'une nouvelle bande. L'arrivée et l'enlèvement des animaux sont réalisés en période diurne.

Le tableau ci-après présente les différentes unités constituant l'élevage :

	Nbre de veaux	Mode de logement	alimentation	déjections	Quantité produites par an en m3
B1	360	Cases collectives sur caillebotis	Distribuée	Lisier	1111
B3	240	Cases collectives sur caillebotis	Distribuée	Lisier	741
B5	70	Cases collectives sur caillebotis	Distribuée	Lisier	216
B6	125	Cases collectives sur caillebotis	Distribuée	Lisier	386
Infirmerie	14	Litière intégrale	Distribuée	Fumier compact pailleux	-
STO1	Fosse à lisier-Volume total 1811 m <sup>3</sup> ; Volume utile 1602 m <sup>3</sup> et eau de pluie				Non couverte
STO2	Fosse à lisier sous caillebotis-Volume total 414 m <sup>3</sup> ; Volume utile 330 m <sup>3</sup>				Fosse couverte
STO3	Fosse à lisier-Volume total 80 m <sup>3</sup> ; Volume utile 72 m <sup>3</sup>				Fosse couverte
STO3	Fosse à lisier-Volume total 396 m <sup>3</sup> ; Volume utile 300 m <sup>3</sup> et eau de pluie				Non couverte

Les trop pleins de fosses sous caillebotis des bâtiments B1 et B3 sont envoyés vers la fosse non couverte STO1. Les effluents des stabulations B5 et B6 sont dirigés vers la fosse STO3 dont le trop plein est envoyé vers la fosse STO4.

Par ailleurs, l'élevage dispose des annexes ci-après :

- Bâtiment de stockage de bois et de chaudière au bois
- une citerne de gaz
- un local de préparation d'alimentation des veaux
- une dalle d'équarrissage
- des cellules de stockage d'aliments

## **REGLES D'EXPLOITATION**

### **Article 8 : Abreuvement des animaux**

Les exploitants doivent limiter le gaspillage d'eau d'abreuvement tout en respectant les besoins physiologiques et le bien-être des animaux. La réduction de la consommation d'eau doit représenter un élément essentiel de la gestion de l'exploitation.

L'exploitant doit mettre en place la tenue de registres de la consommation d'eau. Pour les installations nouvelles, chacun des bâtiments doit être équipé d'un compteur et d'un registre associé.

### **Article 9 : Eau de nettoyage**

Pour réduire la consommation d'eau, l'exploitant doit nettoyer les bâtiments d'élevage et les équipements avec des nettoyeurs à haute pression ou tout autre moyen équivalent après chaque cycle de production.

**Article 10 :** Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel. Les matières sus-citées sont stockées dans des contenants à double paroi. A défaut (contenants à simple paroi), un dispositif de rétention étanche d'un volume au moins égal aux contenants est mis en place.

### **Article 11 : PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE FORAGE**

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur les conduites d'alimentation en eau de l'installation (forage et puits privés et réseau public) et les volumes prélevés sont enregistrés.

Le forage doit être implanté sur une dalle bétonnée. Les têtes des ouvrages sont fermées hermétiquement et rehaussées par rapport au sol de 0.5 m. Elles sont incluses dans un citerneau fermé efficacement et hermétiquement (couvercle étanche). Les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retours d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable. Les dispositifs anti-retour avant chloration complémentaire sont adaptés au risque de pollution du réseau amont et sont vérifiés régulièrement.

Les réseaux d'eau d'adduction publique d'eau potable et du forage (ou du puits) sont physiquement séparés et sans communication et les canalisations d'eau potable et d'eau non potable sont différenciés au moyen de signes distinctifs conformes aux normes.

L'eau destinée à l'alimentation ou aux usages sanitaires du personnel (lavabo, douche, lavage de linge) et les usages de boisson, de cuisine doit provenir du réseau de distribution publique (piquage du réseau vers les bâtiments).

Une clôture distante d'au moins deux mètres autour de l'ouvrage est installée et une interdiction de pâturage et d'abreuvement est effectuée dans un rayon de dix mètres.

Une analyse de la qualité de l'eau non traitée du forage est effectuée une fois par an et doit porter au minimum sur les paramètres suivants : pH, nitrates (NO<sub>3</sub>-), E.Coli, bactéries aérobies à 22°C en 68 heures, bactéries aérobies à 36°C en 44 heures, SBA sulfitoréductrices.

La prise de l'échantillon et le coût de l'analyse sont à la charge des exploitants. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

**Article 12 :** En application de l'article 13 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relative à l'exploitation d'un élevage soumis à autorisation, les exploitants devront prendre contact avec le service prévision du SDIS et de mettre en conformité leur site au plus tard au 31 décembre 2017. L'installation doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie

(bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction doit être accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Par ailleurs, les exploitants doivent respecter les mesures permanentes ci-dessous :

- Desservir l'établissement par une voie publique ou privée permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art.R111. du Code de l'Urbanisme) ;
- Répartir les moyens internes d'extinction appropriés aux risques à défendre (extincteurs) ;
- Matérialiser les cheminements d'évacuation du personnel et les maintenir constamment dégagés ;
- Afficher les consignes de sécurité précisant notamment le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers, les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie, ainsi que la conduite à tenir en cas d'incendie.

## **Article 13: GESTION DES EFFLUENTS**

### **Article 13.1 : Identification des effluents ou déjections**

L'exploitation produit un seul type d'effluents de type lisier pour un volume annuel de 3043 m<sup>3</sup>.

### **Article 13.2 : Stockage des effluents**

Les effluents d'élevage et les eaux souillées sont stockés dans un ensemble de fosses sous caillebotis des bâtiments d'élevage et de fosses extérieures non couvertes. (cf tableaux et plan en annexe 1)

### **Article 13.3 : Il sera procédé à :**

- à compter de l'année 2017, et ce, pendant trois ans, une analyse annuelle du lisier à épandre en NGL (azote global) P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et K<sub>2</sub>O. Par la suite, les analyses seront triennales.
- une analyse des sols des parcelles en culture du plan d'épandage tous les 5 ans au minimum (P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, pH) à partir de l'année 2017.

Les exploitants tiennent à la disposition de l'inspecteur de l'environnement (installations classées) les copies des analyses de lisier et de sols prévues ci-dessus. En outre, l'inspecteur de l'environnement (installations classées) ou le service de la police de l'eau pourra faire procéder à des analyses complémentaires, la prise des échantillons et le coût des analyses étant à la charge des exploitants.

## **Article 14 : EPANDAGE**

Les effluents produits dans les installations d'élevage (lisier) sises «le Planitre» à LE MOLAY LITTRY sont traités par épandage sur une surface épandable de 106,33 ha maximum répartie sur les communes de LE MOLAY LITTRY, SAON, RUBERCY et TREVIERES (annexe 2 du présent arrêté : cartographie : localisation des parcelles).

**Article 14.1 :** En complément des dispositions des articles 27-1 à 27.5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, l'épandage des effluents d'élevage (lisiers et fumiers), à l'exception du compost est interdit :

- pendant trois années consécutives après l'année de drainage,
- les samedis, dimanches et jours fériés,
- pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 14 août inclus sauf avec injection directe dans le sol ou avec une rampe à pendillards suivi d'un enfouissement immédiat (sans délai) ou avec incorporation immédiate au sol (fumiers).

L'épandage est réalisé conformément aux arrêtés ministériels et préfectoraux en vigueur relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

**Article 14.2 :** Sur les parcelles abritant des vergers identifiés pour élaborer de l'appellation d'origine contrôlée cidricole, les épandages se font avant la floraison des arbres et après la récolte des fruits et à un niveau ne dépassant pas les 170 kg/ha /an pour la partie non plantée, 80 kg/ha/an pour la partie plantée en hautes-tiges et 40 kg/ha/an pour les vergers basses-tiges.

**Article 14.3 :** Les parcelles réservées à l'épandage sont listées dans l'annexe 3 du présent arrêté. Les mesures correctives et prescriptions particulières, pour chacune des parcelles figurant sur ce tableau devront être scrupuleusement respectées. Les îlots 1 et 2 mis à disposition par le Haras de l'Etrier et l'îlot 16 mis à disposition par le GAEC DE LA PICQUERIE étant tout ou en partie dans le périmètre de forte vulnérabilité de l'aire d'alimentation du captage de SAON ne sont autorisés à l'épandage que temporairement, pendant une durée d'un an à compter de la date d'arrêté et sous réserve des conditions ci après :

- sur prairie, l'épandage sera limité à 30 m<sup>3</sup> par ha de lisier de veaux et par passage et le volume annuel maximal sera de 60 m<sup>3</sup> par ha ; les épandages ne seront réalisés que pendant la période du 1<sup>er</sup> février au 31 octobre.

- sur culture (avant et sur maïs, sur blé et sur culture intermédiaire dérobée) : les doses préconisées sont de 30 m<sup>3</sup> /ha.

#### **Article 15: Prévention des pollutions accidentelles - Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 16 : Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **Article 17: Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés ministériels relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage, le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fumure,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.),

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

Le producteur de lisier reste en tout état de cause responsable du devenir des boues jusqu'à l'utilisation finale de celles-ci.

## **Article 18: Principes de gestion des déchets**

### **Article 18.1** - Limitation de la production de déchets

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de leurs installations pour assurer une bonne gestion des déchets de leur élevage et en limiter la production.

### **Article 18.2** – Traitement des déchets

Les exploitants effectuent à l'intérieur de leur établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les exploitants éliminent ou font éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Ils s'assurent que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que le matériel d'insémination et de chirurgie, et les médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 18.3** - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural et de la pêche maritime.

En vue de leur enlèvement, les cadavres d'animaux sont entreposés sur des emplacements étanches sur lesquels les jus éventuels et les eaux de lavage sont contenus ou dirigés vers un ouvrage de stockage étanche et disposés sur une zone séparée de toute autre activité et réservée à cet usage.

**Article 19** : Les installations sanitaires du personnel et les conditions de travail doivent être conformes à la réglementation du code du travail. Les exploitants doivent procéder à la rédaction du document unique des risques professionnels pour la santé et la sécurité des travailleurs en application des dispositions prévues aux articles L 4121-1, 4121-2 et 4121-3 du code du travail.

### **Article 20** : L'émergence des bruits doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible est de 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux

L'administration se réserve la faculté d'imposer si nécessaire de mesures sonométriques à la charge des exploitants. Des mesures techniques adaptées seront imposées à l'élevage pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

#### **Article 21 : Exploitation des installations**

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- limiter les émissions d'odeurs produites par l'élevage (bâtiments d'élevage) pouvant nuire à la commodité du voisinage.
- limiter les émissions d'odeurs lors des opérations d'épandage à proximité des habitations tiers.
- la gestion des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### **Article 22 :**

Si, lors de la réalisation des travaux, des vestiges archéologiques étaient mis au jour, ils doivent être signalés immédiatement au service régional de l'archéologie, en application de l'article L.531.14 du Code du Patrimoine, relatif aux découvertes fortuites. Les vestiges découverts ne doivent, en aucun cas, être détruits avant examen par des spécialistes et tout contrevenant sera passible des peines prévues aux articles L.544-3 et L.544.4 du Code du Patrimoine.

#### **Article 23 : Respect des autres législations et réglementations**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent en complément de celles de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111, et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de celles de l'arrêté préfectoral de Basse-Normandie en vigueur et des arrêtés ministériels en vigueur relatifs au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Les dispositions de ces arrêtés sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

**Article 24 :** L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'exploitation rendraient nécessaires dans l'intérêt de la santé et de la salubrité publique, et ce, sans que les titulaires de l'autorisation puissent prétendre à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque.

#### **Article 25 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1 Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2 Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Article 26** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par les soins du directeur départemental de la protection des populations du Calvados.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté déposée aux archives de la mairie, est à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la mairie de LE MOLAY LITTRY pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation, et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados par les soins du directeur départemental de la protection des populations du Calvados.

Un avis sera par ailleurs inséré par les soins du directeur départemental de la protection des populations du Calvados, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Calvados

Fait à CAEN, le **08 JUIN 2017**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Stéphane GUYON



Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Madame et monsieur ROUSSEL, SCEA Le Planitre à LE MOLAY LITTRY,
- MM. les maires de SAON, RUBERCY, LE MOLAY LITRY et TREVIERES,
- Mme la directrice de l'Agence régionale de la Santé,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados